



Ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative  
Ministère des solidarités et de la cohésion sociale  
Ministère des sports

Direction des sports  
Sous-direction de l'emploi et  
des formations  
Bureau de l'emploi et des  
branches professionnelles

Personne chargée du dossier : Jean-François Lochet  
tél. : 01 40 45 98 55  
mél. : [jean-francois.lochet@jeunesse-sports.gouv.fr](mailto:jean-francois.lochet@jeunesse-sports.gouv.fr)

Le ministre de l'éducation nationale, de la  
jeunesse et de la vie associative  
La ministre des solidarités et de la cohésion  
sociale  
Le ministre des sports

à

Mesdames et Messieurs les directeurs  
régionaux de la jeunesse, des sports et de la  
cohésion sociale

et

Mesdames et Messieurs les directeurs de la  
jeunesse, des sports et de la cohésion sociale  
(pour attribution)

Mesdames et Messieurs les préfets de  
département

- Directions départementales de la cohésion  
sociale et de la protection des populations

- Directions départementales de la cohésion  
sociale

Mesdames et Messieurs les directeurs des  
établissements publics nationaux

(pour information)

CIRCULAIRE INTERMINISTERIELLE N°DS/DS.C3/2011/382 du 6 octobre 2011 relative aux  
dispositifs régionaux d'observation de l'emploi et des formations (DROEF)

Date d'application : **IMMEDIATEMENT**

NOR : SPOV1127259C

Classement thématique : services déconcentrés

**Examinée par le COMEX, le 12 septembre 2011**

<b>Catégorie</b> : Mesures d'organisation des services retenues par le ministre pour la mise en œuvre des dispositions dont il s'agit.
--

<b>Résumé</b> : Les dispositifs régionaux d'observation de l'emploi et de la formation (DROEF) constituent des outils d'aide au pilotage régional d'une offre de formation professionnelle
--

en lien avec l'emploi. La circulaire définit les orientations en matière d'observation régionale de l'emploi et de la formation dans le champ du sport, de l'animation et du travail social.	
<b>Mots-clés</b> : observatoire, formation, diplôme, emploi, insertion professionnelle.	
<b>Textes de référence</b> : a) Décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009. b) Décret n° 2009-1540 du 10 décembre 2009.	
<b>Textes abrogés</b> : a) Instructions n°06-098 JS du 31 mai 2006. b) Instruction n°06-197 JS du 29 novembre 2006. c) Instruction n°07-038 JS du 22 février 2007.	
<b>Textes modifiés</b> : néant	
<b>Annexes</b> : néant	

## Préambule

Cette circulaire précise, pour ce qui concerne le champ de l'animation, du sport et du travail social, la mission d'observation de l'emploi et des qualifications confiée aux directeurs régionaux de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS), par l'art. 3 – 1 du décret n°2009-1540 du 10 décembre 2009. En vertu de cet article, la DRJSCS « *contribue à l'observation des emplois et des métiers et analyse les besoins régionaux en personnels qualifiés* ».

Elle définit les orientations des dispositifs régionaux d'observation de l'emploi et de la formation (DROEF) et notamment leur mission d'appui au pilotage régional de l'offre de formations

La circulaire abroge les instructions passées (n°06-098 JS du 31 mai 2006, n°06-197 JS du 29 novembre 2006 et n°07-038 JS du 22 février 2007) relatives à l'organisation et au fonctionnement des « dispositifs régionaux d'observation » de l'emploi et de la formation dans le champ de l'animation et du sport.

## 1. Les éléments de contexte

Depuis plusieurs années, les « dispositifs régionaux d'observation » de l'emploi et de la formation, pilotés aujourd'hui par les DRJSCS, développent des travaux d'observation sur l'emploi, les métiers et les qualifications dans les domaines de l'animation et du sport.

Dans le cadre de la réorganisation des services déconcentrés de l'Etat, l'art. 3 – 1 précité réaffirme la nécessité, au sein de la DRJSCS, d'une activité d'observation en matière d'emploi et de formation. Cette activité d'observation est un produit lié à la mise en œuvre, par la DRJSCS, des politiques de formation initiale et continue dans ses champs de compétence.

Plus globalement, la réforme de l'administration territoriale de l'Etat a fait du niveau régional le niveau de droit commun du pilotage des politiques publiques d'emploi et de formation. Cette évolution a au moins deux conséquences :

- le développement de la contribution de la DRJSCS à l'observation de l'emploi, des métiers et de la formation est au service du pilotage régional de son offre de formation au regard de l'emploi. La circulaire n° DS/DSC2/2010/237 du 5 juillet 2010, relative à la mise en œuvre de la certification et de l'offre de formation professionnelle dans le champ de l'animation et du sport, précise en ce sens que l'offre prévisionnelle de formation de la DRJSCS doit « *répondre principalement aux besoins recensés dans la région par les dispositifs régionaux d'observation* » ;
- les besoins de connaissances et d'observation à partager entre les instances de décision régionales sont aujourd'hui renforcés comme le rappelle la circulaire interministérielle n°DS/C3/DGCS/4A/DJEPVA/A2/2011/30 du 21 février 2011 relative au contrat de plan régional de développement des formations professionnelles (CPRDFP).

Par ailleurs, les directions départementales de la cohésion sociale ou de la cohésion sociale et de la protection des populations concourent également à l'observation des métiers et de l'emploi dans les domaines des sports, de la jeunesse et de l'éducation populaire (cf. article 4 du décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles). Avec l'accord du préfet de département, le DRJSCS doit pouvoir s'appuyer sur l'expertise des directions départementales interministérielles (DDI) en charge de la cohésion sociale, en particulier en matière d'observation des besoins de l'emploi (cf. circulaire n° DS/DSC2/2010/237 du 5 juillet 2010).

## **2. Les orientations pour l'observation**

### **2.1 Le DROEF : un outil de réflexion et d'aide à la décision pour le DRJSCS**

Le dispositif régional d'observation de l'emploi et de la formation (DROEF) constitue un outil de réflexion qui n'est pas, en tant que tel, décisionnel. En effet, il n'existe pas de réponse « mécanique » simple à la question de la correspondance entre une « offre de formés » et la demande de travail : l'évolution de la demande de qualification et de l'offre d'emploi est difficile à prévoir, elle n'appellera pas nécessairement une régulation en termes de formations, elle fait intervenir de multiples acteurs et l'offre de formation est elle-même multiple.

Néanmoins, le DROEF a une mission d'aide à la décision, au profit de la DRJSCS, en matière de planification et de gestion d'une offre de formation professionnelle en lien avec l'emploi.

Le DRJSCS formalisera, si ce n'est déjà fait, cette mission d'appui du DROEF à la décision. Cette formalisation doit permettre la lisibilité et la diffusion de la production du DROEF mais aussi la visibilité, tant en interne qu'en externe, de l'activité du DROEF. En ce sens, le DRJSCS choisira la forme appropriée pour que ses principaux partenaires et agents intéressés puissent être forces de propositions pour la programmation d'activités du DROEF et cibles de restitution des travaux réalisés. L'objectif général est de faciliter les échanges entre le DROEF et les décideurs aux niveaux de la programmation des travaux d'observation et de l'appropriation de leurs résultats. Le bureau DS C3 pourra vous apporter un soutien méthodologique dans ce domaine.

### **2.2 La production du DROEF en matière d'observation**

Pour réaliser cette mission d'observation, vous veillerez à produire trois types de travaux :

- le recensement et la valorisation de données statistiques existantes, par assemblage de ces données, sous forme de chiffres-clés par exemple. Cette production périodique, annuelle si possible, a une vocation de données de cadrage régional sur le champ de l'emploi et de la formation ;
- la production de données originales sur l'insertion professionnelle des diplômés et leur mise à disposition, au service en particulier de l'information régionale sur les formations et de l'aide à l'orientation des candidats potentiels à nos formations ;
- la programmation et le pilotage d'études répondant à des problématiques territoriales de la relation formation emploi, d'évolution des métiers et de leurs conditions d'exercice, d'analyse des besoins en compétences et personnels qualifiés.

### **2.3 L'inscription du DROEF dans son environnement régional en charge d'observation en matière d'emploi et de formation**

La région est le niveau de droit commun du pilotage des politiques de toutes les formations professionnelles ; c'est donc à ce niveau géographique que se sont développées les structures en charge de l'observation de l'emploi et de la formation, au premier rang desquelles l'Observatoire régional de l'emploi et de la formation (OREF), ainsi que des espaces d'échanges et de concertation dédiés au champ des relations formation-emploi,

comme le Comité de coordination régional de l'emploi et de la formation professionnelle (CCREFP).

En conséquence, vous veillerez à ce que les observations et analyses conduites sur l'emploi, les métiers et les formations dans notre champ soient transmises, en temps utiles et sous les formes pédagogiques appropriées, aux instances régionales de concertation et groupes de travail dédiés aux problématiques des relations formation emploi.

En particulier, il vous est possible d'inscrire l'action des DROEF pour la préparation des CPRDFP. De même, là où une commission régionale de la jeunesse, des sports et de la vie associative (CRJSVA) existe, la production du DROEF, notamment les analyses menées en termes de besoin de formation, alimentera les débats sur les questions d'emploi et de formation. En outre, les cadrages statistiques et autres études des DROEF contribueront à la préparation des diagnostics partagés utiles à l'élaboration des contrats d'objectifs territoriaux et des contrats d'objectifs et de moyens.

Il importe que les DROEF s'associent, avec leurs travaux, à ceux menés en région dans le champ de l'emploi et de la formation et participent, du fait de leur expertise en ce domaine, aux débats qui s'y rapportent. C'est aussi le moyen, pour la DRJSCS, de s'assurer une veille sur les problématiques territorialisées de la relation formation emploi à prendre en compte dans l'observation.

#### **Le cadre partenarial régional du DROEF s'étend également :**

- **aux services déconcentrés, sous l'autorité de l'Etat, producteurs de données et ressources sur l'emploi et la formation** : direction régionale de l'INSEE, DIRECCTE, direction régionale de Pôle emploi, rectorat etc.

- **aux organismes de formation** : Centres de ressources, d'expertise et de performance sportives (CREPS) et Structures associées de formation (SAF), organismes de formation privés etc.

- **aux institutions et représentations professionnelles du champ du sport et de l'animation** : branches professionnelles et organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA), Comité régional des associations de jeunesse et d'éducation populaire (CRAJEP), Comité régional olympique et sportif (CROS) etc.

- **à d'autres organisations** : collectivités territoriales, URSSAF, Agence de Services et de Paiement (ASP- ex CNASEA), Dispositif locaux d'accompagnement (DLA), Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (CRESS) etc.

Le développement de l'activité d'observation du DROEF doit trouver un appui dans ces partenariats multiples.

#### **2.4 Formes d'organisation et de fonctionnement du DROEF**

La convergence forte des DROEF sur leurs missions est compatible avec une grande diversité de leurs modes d'organisation et de fonctionnement. C'est ce que révélait l'enquête réalisée en 2010 sur les DROEF par le bureau DS C3 (accès intranet : rubrique « direction des sports », « certifications, formations, emploi », « dispositifs régionaux d'observation »).

Cette diversité concerne :

- le positionnement de rattachement du DROEF : appartenance au pôle « formation certification emploi » de la DRJSCS ou bien à la mission transversale dédiée à l'observation. Quelle que soit l'option retenue, une coordination minimale entre ces deux services, élargie éventuellement à d'autres services (exemple pôle vie associative) est le moyen d'assurer la cohérence d'ensemble de l'observation et la prise en compte des spécificités de la thématique des relations formation emploi ;

- les modalités de réalisation de la production du DROEF : réalisation en interne ou bien recours à des opérateurs externes permanents, comme l'OREF, ou à des formes de sous-

traitance, partielle ou totale. Le principe commun est une maîtrise d'ouvrage restant sous l'autorité du DRJSCS.

La diversité de fonctionnement du DROEF est largement liée aux ressources internes de la DRJSCS, en termes d'effectifs et de savoir-faire, et à l'expertise accessible dans son environnement partenarial.

En matière d'observation des métiers, de l'emploi et des besoins, les DRJSCS et DDI en charge de la cohésion sociale ont un besoin mutuel de construction d'une information fiable et cohérente. Comme évoqué précédemment et sous réserve de l'accord du préfet de département, le DROEF veillera à intégrer, dans son fonctionnement, des modalités d'échanges d'expertise avec les DDI dans un objectif d'apports partagés de connaissances sur l'observation.

## **2.5 Le périmètre d'observation du DROEF**

La création de directions régionales investies des champs de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale peut ouvrir le périmètre des DROEF au secteur du travail social, celui-ci étant suivi par les DRJSCS en liaison avec les Agences régionales de santé (ARS). En revanche, s'agissant du secteur sanitaire et médico-social, les besoins en la matière sont couverts par les ARS.

Dans le champ du travail social, les questions d'emploi et les politiques de formation mettent aussi en relation de nombreux acteurs au niveau régional. La construction d'une connaissance de l'emploi, des compétences et de la formation partagée par l'ensemble de ces acteurs est un des éléments essentiels pour mieux comprendre les évolutions de l'emploi et orienter les besoins en matière de formation.

Vous veillerez à la cohérence de l'ensemble des travaux relatifs à l'observation et l'analyse des relations formation emploi menés, au sein de la DRJSCS, dans le champ du sport, de l'animation et du travail social. En tout état de cause, il s'agit d'encourager les démarches partagées d'observation de l'emploi et de la formation dans l'ensemble du champ. Des convergences seront donc recherchées. Les bureaux concernés à la DGCS et à la DS vous apporteront un soutien en préparant une note méthodologique à cet effet.

## **3. L'animation nationale de l'observation régionale**

La direction des sports, via la sous-direction de l'emploi et des formations (bureau DS C3), accompagne les DRJSCS dans leur mission d'observation de l'emploi et de la formation dans le champ de l'animation et du sport.

### **3.1 Le financement de l'observation par la direction des sports**

Outre les ressources annuelles affectées par le programme 219 Sport à l'observation en région, la direction des sports pourra allouer, comme en 2011, des crédits exceptionnels destinés à soutenir des initiatives de DROEF développant des travaux d'études sur une thématique donnée du sport s'inscrivant dans un renforcement des liens entre observation et aide à la décision en région.

Le DRJSCS communiquera à la direction des sports, au début de chaque année, la liste des travaux et publications du DROEF réalisés au cours de l'année précédente avec leurs modalités d'accès. Vous veillerez à retourner cette liste, pour le 28 février de chaque année, sur la boîte institutionnelle [DS.C3@jeunesse-sports.gouv.fr](mailto:DS.C3@jeunesse-sports.gouv.fr).

Ce recensement de l'ensemble des travaux des DROEF est ensuite rendu accessible sur l'intranet de l'Administration sanitaire et sociale, de la jeunesse et des sports : rubrique « direction des sports », « certifications, formations, emploi », « dispositifs régionaux d'observation ».

### 3.2 Un regroupement périodique

Un regroupement national des personnes en charge des DROEF, sera organisé, si possible annuellement, à l'initiative de la direction des sports afin de leur permettre de maîtriser avec une efficacité renforcée un dispositif reposant sur une expertise dans différents domaines : analyse territoriale des relations formation emploi, méthodologie d'enquêtes, sources et nomenclatures statistiques...

A cet effet, vous veillerez à faire connaître la personne en charge du DROEF au sein de votre DRJSCS, à l'adresse [DS.C3@jeunesse-sports.gouv.fr](mailto:DS.C3@jeunesse-sports.gouv.fr).

### 3.3 Un fonctionnement en réseau

La consolidation des réflexions et travaux produits par les DROEF passe par des échanges inter-DROEF sur les résultats, les méthodes et outils d'investigation. Le « portail collaboratif » dédié aux DROEF (<https://collaboratif.sante.gouv.fr/sites/dsc3/dro>), accessible aux personnes en charge de ces dispositifs, a vocation à constituer un espace permanent de capitalisation de résultats, d'expériences et de « bonnes pratiques ».

Vous veillerez à tenir informé le bureau DS C3, chargé de l'animation nationale de ce dispositif, des difficultés que vous pourriez rencontrer dans l'application de cette circulaire.

Le ministre de l'éducation  
nationale, de la jeunesse et  
de la vie associative

Pour le ministre et par  
délégation  
Le directeur de la jeunesse,  
de l'éducation populaire et de  
la vie associative

*signé*

Yann DYÈVRE

La ministre des solidarités et  
de la cohésion sociale

Pour la ministre et par  
délégation  
La directrice générale de la  
cohésion sociale

*signé*

Sabine FOURCADE

Le ministre des sports

Pour le ministre et par  
délégation  
Le directeur des sports

*signé*

Bertrand JARRIGE